

## Recherches sociographiques



Jocelyn LÉTOURNEAU, *Les Années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*

Gilles Bourque

Volume 39, numéro 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057215ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057215ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourque, G. (1998). Compte rendu de [Jocelyn LÉTOURNEAU, *Les Années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 439–442. <https://doi.org/10.7202/057215ar>

## COMPTES RENDUS

Jocelyn LÉTOURNEAU, *Les Années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 1996, 302 p.

*Les Années sans guide* représente l'un des essais les plus stimulants, sinon le meilleur publié au Québec depuis la décennie 1970. Jocelyn Létourneau y adopte « l'attitude du découvreur » et y met en œuvre « un mode de pensée multipolaire – évolutif... complexe... », dans le but de saisir le sens profond des transformations sociétales qui surviennent au Canada. À partir d'une approche multidisciplinaire s'inspirant aussi bien de l'économie politique que de la sociologie et de la science politique, l'auteur tente plus précisément de comprendre les mutations actuelles de la socialité canadienne à la lumière du passage à la « société post-keynésienne », sous l'effet de la mondialisation de l'économie et de la révolution technologique. Il propose en fin de course une réforme en profondeur du régime politique canadien qui permettrait l'émergence d'un « fédéralisme décentré » favorisant l'éclosion de micro-régulations régionales et locales, axées sur la gestion du marché du travail et la formation de la main-d'œuvre.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude des transformations économiques, politiques, sociales et culturelles les plus significatives qui apparaissent dans l'ensemble des sociétés occidentales. Au risque de trahir l'auteur, je tenterai de présenter les moments principaux d'une démarche rigoureuse et serrée.

Jocelyn Létourneau se penche « au premier chef » sur le système du capital qui obéit à une logique planétaire d'accumulation et dont les acteurs principaux sont « les firmes transnationalisées ou mondialisées ». Sous l'égide du « capital migrant » (industriel et commercial) et du « capital volant » (financier), le circuit spatial de reproduction des capitaux, et donc l'adéquation entre la production et la consommation peuvent dorénavant se réaliser à l'échelle mondiale. Dans le contexte de « l'économie migrante », le « capital enraciné » dont les conditions de reproduction demeurent liées à un espace restreint (local, régional ou national) devient nécessairement un agent dominé dans l'ensemble de la concurrence capitaliste. En plus d'imposer le « nomadisme » commercial, industriel et financier, ainsi qu'un « monde vécu » aux dimensions planétaires, l'économie migrante réinvente la géographie de la croissance. L'espace mondial se caractérise par une division mouvante entre des « zones fortes » et des « zones faibles » qui fait éclater les anciennes fractures entre le centre et la périphérie.

Le capital mondialisé produit en conséquence de nouvelles « logiques de séparation, de fragmentation, de polarisation et de différenciation sociales et

spatiales ». Sa dynamique échappe d'abord en grande partie aux pratiques régulatrices de l'État-nation. Cela ne veut nullement dire que l'État disparaît, mais on assiste dans la « société post-keynésienne » à une redéfinition significative de la régulation étatique. Dominé par l'économie migrante, l'État met en œuvre une politique économique décentralisée et devient un agent et un support des processus de mondialisation. Il favorise ainsi l'insertion du capital « national » au sein du marché mondial, en même temps qu'il crée les conditions favorables à l'investissement du « capital migrant ». Dans le domaine social, l'intervention étatique régit de façon prévalente les mouvements de population, la formation de la main-d'œuvre, ainsi que la réinsertion des chômeurs dans le marché du travail. Dans ce but, il privilégie une « régulation différenciée » et centrée sur des clientèles cibles qui vise, d'une part, « l'insertion... d'individus en situation de déficit temporaire » et d'autre part, le soutien des « dé-insérés » avec l'appui des groupes communautaires qui « fonctionnent dans les limites tracées par les technobureaucraties ».

En même temps qu'elle produit la tendance à la dissociation des cycles de reproduction du capital mondialisé et de la force de travail social qui demeure rattachée au cadre national, l'économie migrante provoque une transformation significative de la stratification. Dans un contexte de « bipolarisation des classes moyennes » et de montée de la « vulnérabilité de masse », on assiste à une « méga-partition » de l'espace social en deux réseaux : celui des « migrants » œuvrant dans les circuits mondiaux et celui des « enracinés » dont le sort reste lié au territoire national, régional ou local. Même si les catégories sociales sont différenciées à l'intérieur de ces deux « réseaux », l'antagonisme social le plus fondamental et le plus structurant oppose dorénavant « enracinés » et « migrants », alors que « le groupe dominant n'est plus enraciné dans la propriété des moyens de production, mais dans son monopole de l'expertise traversant toutes les sphères institutionnelles ». L'appartenance aux réseaux et le rapport au contrôle (des processus) constituent maintenant les facteurs les plus déterminants de la différenciation sociale, au-delà du rapport salarial. Une telle stratification tend à produire une polarisation des « identifications » entre le global et le local, les migrants et les enracinés, les « transnationalistes » et les nationalistes, différenciation qui favorise l'émergence d'une « citoyenneté duale » consacrant « l'inégalité civique ».

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Jocelyn Létourneau montre comment l'expérience canadienne n'échappe pas à ces tendances lourdes, impulsées « au premier chef » par les transformations du capitalisme qui provoquent la mutation de la socialité dans toutes les sociétés occidentales. Les « déphasages sociaux », la dualisation au sein d'une société à deux vitesses, la transformation du marché du travail, la fragmentation du sujet politique, voilà autant de phénomènes qui s'affirment en ce pays à l'heure du « post-keynésianisme ». Mais l'intérêt principal de cette deuxième partie tient à l'originalité de l'analyse de la situation et de l'évolution politiques au Canada qui, selon l'auteur, sont largement déterminées par la mouvance de l'économie migrante. Cette dernière ne saurait, en effet, qu'accroître la tendance au régionalisme qui a toujours caractérisé l'histoire politique canadienne et, en conséquence, qu'exacerber les débats constitutionnels. Les transformations économiques et sociales qu'a entraînées l'économie migrante

imposent tout aussi bien le passage à l'État post-keynésien que la réinvention de la forme du régime politique. Le « fédéralisme recentré » (ou centralisé) qui avait fait les belles heures de l'État-providence, sa vision unitaire du pays et de la nation, l'homogénéité des pratiques régulatrices qu'il a imposées, voilà autant d'obstacles qui bloquent l'adoption d'une régulation étatique mieux arrimée à la conjoncture en cette fin de siècle. Tout au contraire, la Constitution de 1982, inspirée de cette vision centralisée du fédéralisme, a transformé l'espace politique canadien en « une véritable tour de Babel » à l'intérieur de laquelle « l'injonction juridique et le discours légaliste ont remplacé le jugement et l'éthique politiques ». Dans une telle perspective ce n'est pas, selon l'auteur, « l'affirmationnisme québécois, mais le nationalisme canadien qui est présentement source de problème au Canada ».

Jocelyn Létourneau n'en propose pas moins une analyse froide du nationalisme québécois, « forme discursive par laquelle s'exprime la grogne populaire... exacerbée et mise en discours par une élite ». Il se présente comme un « affirmationnisme marchand », pragmatique, opportuniste et instrumental qui sert des intérêts de classe attentifs au repositionnement du Québec au sein de l'économie migrante. L'identité et la culture québécoises deviennent ainsi des « ressources naturelles et des avantages comparatifs... dans la joute que se livrent les protagonistes pour la conquête des marchés et la création d'empires concurrentiels ». Jocelyn Létourneau renoue ici avec certaines dimensions des analyses marxistes du mouvement national et du Parti québécois proposées durant les années 1970.

L'auteur ne s'en tient cependant pas à cette seule critique négative, puisque, décapé de ses propensions substantialistes, l'affirmationnisme québécois peut, selon lui, contribuer à la transformation de la forme du régime politique au Canada en une « union confédérale » ou en un « fédéralisme décentré ». Ce nouveau type de fédéralisme, caractérisé par une nouvelle répartition des pouvoirs, permettrait l'éclosion de « micro-régulations différenciées » (régionales et locales) mieux adaptées à la nouvelle donne façonnée par l'économie migrante. Bien que l'auteur se garde de proposer un programme complet de réformes, son « fédéralisme décentré » s'inspire d'une perspective qui s'apparente à celle du rapport Allaire ou encore à celle de *l'Ébauche d'une politique constitutionnelle du Parti libéral*, déposée avant le dernier référendum, mais aussitôt désavouée par son chef, Daniel Johnson. La décentralisation toucherait ainsi les domaines de la régulation du marché du travail, de la formation de la main-d'œuvre et des grands régimes d'assistance publics, en même temps qu'elle pourrait entraîner la dévolution de compétences dans des secteurs comme « les forêts, les mines, le tourisme, le logement, les loisirs, les affaires municipales et urbaine, etc... »

Jocelyn Létourneau insiste sur le fait que la solution qu'il suggère « n'est pas une proposition idéologique mais pragmatique ». Voilà sans doute la remarque qui témoigne le mieux du point de vue analytique résolument empirique et réaliste qui guide la démarche intellectuelle de l'auteur, de la première à la dernière page de l'ouvrage. Le dévoilement des mutations économiques et du jeu des intérêts permet de repérer les tendances qui influencent le plus fondamentalement la réorganisation actuelle des sociétés occidentales. Dans une note, il polémique à l'avance avec ceux

qui pourraient l'accuser de « reprendre la perspective classique de la sociologie des intérêts ». Face « aux intellectuels-désenchantés par l'hypermodernité » qui « se laissent glisser dans les paradis artificiels du post-romantisme », il affirme la nécessité de se situer « à un niveau d'analyse empirique de la réalité ». Il s'insurge même contre le fait que de plus en plus, « les commentateurs subsument ou évacuent largement la question des intérêts particuliers au profit d'une réflexion à prétention universelle sur la communauté politique dans l'État démocratique ». La polémique n'est pas vaine et le rappel ne manque pas de pertinence.

Il n'en reste pas moins que la querelle ne devrait conduire ni à l'évacuation des questions normatives, ni à la réinvention de ce débat caduc entre les matérialistes (ou les pragmatiques) et les idéalistes. L'analyse empirique qui permet à Jocelyn Létourneau de dévoiler des intérêts demeure manifestement inséparable d'une sociologie critique qui repère la « montée de l'inégalité civique » et l'urgence de transformer la culture politique canadienne en autre chose qu'une culture constitutionnelle. Il écrit même dans une autre note : « Il serait injuste de donner au lecteur l'idée que la décentralisation des pouvoirs mettrait un terme au processus actuel de fragmentation du sujet politique et de dispersion civique que connaît le Canada... Proposer un projet alternatif fondé sur la notion de société solidaire ou sur l'idée d'une subjectivité qui ne soit pas un relativisme moral, mais plutôt un rapport enrichi avec l'Autre, reste l'un des défis majeurs de notre époque. » L'étude des transformations économiques (comme celle des intérêts) et la réflexion sur la communauté politique demeurent des domaines indissociables, même si le choix du regard que l'on pose sur une réalité multiforme conduit nécessairement à scruter de plus près certains de ses reliefs.

Voilà donc un ouvrage très riche, à lire et à relire jusque dans ses notes, nombreuses et pertinentes.

Gilles BOURQUE

*Département de sociologie,  
Université du Québec à Montréal.*

---

Kenneth MCROBERTS, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*, Toronto, Oxford University Press, 1997, 395 p.

Le livre relate la triste histoire d'une faillite. Un grand projet, celui de Pierre Elliott Trudeau, qui devait remédier au nationalisme québécois de la Révolution tranquille en rapprochant les francophones du Québec des autres Canadiens, a produit des effets tout à fait contraires à son objectif. En dernière analyse, écrit l'auteur dans sa conclusion (p. 247), la stratégie de l'unité nationale a été défaite par l'immutabilité de la structure linguistique du Canada. Tandis qu'en 1971, 87,8 % des francophones vivaient au Québec et 93,9 % des anglophones dans le reste du pays, vingt ans plus tard, en 1991, ces proportions n'ont pu que s'accroître jusqu'à 89,9 % pour le Québec et 95,9 % pour le Canada anglais. Bien plus, et plus grave encore, le